



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2024-07-00207 DU 29 JUIL. 2024

portant mise en demeure la société FRANZ KAMINSKY FRANCE,
représentée par son liquidateur,
de respecter les dispositions de l'article R. 512-75-1
du code de l'environnement en matière de cessation d'activité
pour le site exploité sur le territoire de la commune de JOINVILLE

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement récemment modifié, Livre Ier et Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2865 du 03 novembre 2009 autorisant la société SWFT à exploiter une installation de nettoyage, d'entretien et de réparation de matériel ferroviaire sur le territoire de la commune de JOINVILLE ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 29 janvier 2016 au bénéfice de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE ;

VU le courrier du 15 mars 2023 de Maître DECHRISTE, liquidateur judiciaire, informant de la cessation d'activité de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE par le jugement du Tribunal de Commerce de Chaumont du 06 mars 2023 ;

VU le rapport d'étude du dossier n° 20220022-DCA (Ancien site FRANZ KAMINSKI) réalisé le 13 mars 2024 par la société CORAVAL ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 31 mai 2024 établis comme suite à une visite le 13 mai 2024 du site exploité à JOINVILLE par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE ;

VU l'absence de remarque du liquidateur de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que la cessation d'activité de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE a été déclarée par Maître DECHRISTE le 15 mars 2023 ;

CONSIDERANT que le dossier de la liquidation de cette société a été repris par la société BERTHELOT et Associés ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection susvisée a permis de constater la présence de déchets résiduels sur le site de JOINVILLE tels que des wagons contenant du goudron solidifié, des déchets non dangereux inflammables, des wagons vides ainsi que des entassements de bois à l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT la vulnérabilité de ce site – rue Gérard Schmitt à JOINVILLE - aux pollutions (sous-sol constitué d'alluvions perméables, en bordure de Marne, en bordure d'une ZNIEFF, nappe calcaire sous-jacente en connexion avec les alluvions) ;

CONSIDÉRANT qu'il existe sur ce site **18 points** de pollution potentielles ;

CONSIDÉRANT que les composés polluants qui ont été identifiés comme étant à rechercher sur le site de JOINVILLE sont les suivants :

- les goudrons, le naphthalène et dinitrotoluène solides (avec comme traceurs les hydrocarbures totaux et des HAP),
- les hydrocarbures C5-C40,
- les composés halogénés (recherche par analyse des solvants chlorés et des chlorures),
- l'azote Kjeldahl et l'ammonium dans les sols ;

CONSIDÉRANT qu'un programme prévisionnel d'investigation des sols et des gaz du sol a déjà été établi ;

CONSIDÉRANT que le site présente donc un risque pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement particulièrement dans les domaines de la santé, la sécurité et la salubrité ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en demeure le liquidateur de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE de respecter les prescriptions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts de l'article L. 511-1 de ce même code ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune :

dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté

- **évacuer** l'ensemble des déchets non dangereux combustibles,
- **évacuer** les wagons vides.

dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté

- **réaliser** un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines à l'aide d'un bureau d'études certifié selon la norme NF X 31 afin de quantifier l'état de pollution des sols et contrôler l'impact du site sur les milieux environnants,
- **réaliser** des analyses sur les entassements de déchets de bois afin de révéler, le cas échéant, la présence de créosote et **procéder ensuite** à l'évacuation de ces déchets par les filières idoines,
- **mettre en sécurité** les wagons contenant du goudron solidifié en faisant **réaliser au préalable** des essais de faisabilité pour valider la méthodologie de curage des déchets de goudrons et le coût des travaux.

Article 2 : Suites administratives

Dans la mesure où la société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par la société BERTHELOT et Associés, ne défère pas à l'une ou plusieurs des dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Article 4 : Publicité

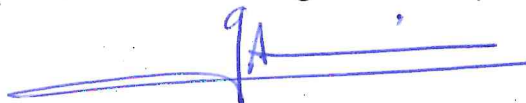
En application de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERTHELOT et Associés - au titre de liquidateur judiciaire de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE - et dont une copie sera adressée au maire de JOINVILLE et au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de CHAUMONT.

Chaumont, le 29 JUIL. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

